

La station Amphitria dans le collimateur des Seynois

Une partie des habitants des quartiers sud ne décolère pas contre les odeurs générées par l'usine d'épuration. La Métropole a commandé une étude sur le sujet et des élus promettent d'intervenir.

Nauséabondes. Le terme est revenu à plusieurs reprises dans les échanges qui ont animé, vendredi après-midi, l'assemblée générale du Comité d'intérêt local La Seyne ouest et sud (Cillsos). En cause, les effluents d'hydrogène sulfuré, à l'odeur caractéristique d'œuf pourri, qui se dégagent de la station de traitement et d'épuration des eaux usées Amphitria, au cap Sicié. « Tous ceux qui se promènent à Janas pour s'aérer s'en prennent régulièrement plein le nez », illustre Jean-Claude Bardelli, président du Cillsos. Mais de bien mauvaises odeurs sont aussi dégagées par les camions qui approvisionnent l'usine...

« Dans le secteur, des gens se plaignent de maux de tête voire de gêne aux yeux. S'il y a des odeurs, cela veut dire que les filtres de l'usine ne sont pas efficaces », abonde André Trédé, président du Mouvement d'action pour la rade de Toulon (la fédération Mart, à laquelle le Cillsos adhère). Michel Pierre, adhérent du CIL et vice-président de France nature environnement 83, souligne lui que « les eaux usées traitées rejettent des odeurs, et les boues incinérées dans le four de l'usine dégagent des polluants (gaz et micro-particules) qui peuvent être source de maladies dégénératives ».

« On ne va pas lâcher Veolia »

Interpellé sur le sujet, Vincent Chéry, adjoint au directeur général des services techniques de TPM, explique qu'« une étude aéraulique (sur l'écoulement de l'air) a été demandée par la Métropole afin de déterminer comment améliorer la circulation et le traitement de l'air



Depuis des années, les habitants des quartiers sud de La Seyne se plaignent des odeurs « pestilentielles » dégagées par l'activité de l'usine de traitement des eaux usées. (Photo doc. V.-m.)

dans la station, sachant qu'il a déjà été demandé à Veolia (l'exploitant) d'améliorer le traitement des eaux usées qui génèrent des odeurs. Sur la base de l'étude demandée, TPM va travailler sur la question de la filtration de ces effluents ». Dans la foulée, Gérard Beccaria, adjoint au maire, indique que Nathalie Bicaïs « fait régulièrement remonter ce problème au président de TPM. On ne va pas lâcher Veolia sur ce dossier ».

L'autre sujet concerne les camions qui acheminent des boues à incinérer dans le four de l'usine. « Qu'ils cessent d'incommoder les riverains », s'agace Jean-Claude Bardelli qui remet la question sur la table depuis des années. « Oui, les camions roulent vite, font du bruit, provoquent des vibrations, dégradent la route, et surtout ils puent et ne sont pas bâchés contrairement à

ce qu'on nous avait dit », complète un riverain du chemin de Fabrègas. Présent lors de la réunion, le député Frédéric Boccaletti, s'empare du sujet : « Ces camions, les gens en parlent depuis des années et rien ne change. Je vais saisir le prestataire et le préfet et, si rien n'est fait, je me rendrais sur place ». Jo Minitti, adjoint au maire et conseiller métropolitain, assure alors que, « dès lundi matin », il va « informer le président de TPM pour que soit pris en compte ce problème des camions ».

Multiplier les signalements

Sur ce thème, Solange Ardouin, membre du bureau du Cillsos, explique avoir remis l'an dernier à la mairie un « dossier avec les signalements » des adhérents concernant les dégagements d'odeurs de la station et le passage des ca-

mions. Elle souligne d'ailleurs que « le problème devient plus sensible encore avec l'arrivée des beaux jours puisque les riverains ne peuvent pas profiter de leur jardin ni laisser leurs fenêtres ouvertes ». Les adhérents sont donc invités à poursuivre les signalements. Même tonalité pour Michel Pierre, qui demande à tous les habitants concernés de faire remonter les informations via le site internet d'Atmosud ou son application SignalAir. Dans la salle, ce sujet n'en finit pas de faire parler, certains considérant qu'il serait judicieux de « faire transiter les boues par la mer plutôt que par la route », tandis que d'autres estiment qu'« avec les bénéfices que réalise Veolia, ils ont assez d'argent pour s'occuper d'Amphitria »...

M. G.

mguillon@nicematin.fr

Quid de la réutilisation des eaux usées ?

« Alors que de plus en plus de communes s'intéressent à la réutilisation des eaux traitées (Réut), et que l'État et la Région en parlent très sérieusement, pourquoi ce silence à La Seyne et du côté de la Métropole ? Et pourquoi cette question n'a-t-elle pas été intégrée dans le contrat de service public avec l'exploitant d'Amphitria » (qui rejette en mer chaque année près de 20 millions de mètres cubes d'eau douce), interrogent les responsables du CIL. En réponse, Vincent Chéry, adjoint au directeur général des services techniques de la Métropole, indique que « TPM a lancé une étude globale pour cibler les ressources en eau qui peuvent être réutilisées. Mais la Réut a un coût et des questions de faisabilité technique. La station Amphitria est concernée par l'étude et l'analyse des coûts est un sujet important. L'étude lancée va permettre de les déterminer. Les réponses aux appels d'offres ont été clôturées vendredi, et il faut maintenant les analyser ». Concernant « le nouveau contrat de délégation de service public passé avec Véolia, il prévoit bien ce sujet », assure le représentant de TPM.

Des précisions sur les aménagements de voirie

► Restauration du talus du chemin de l'Oïde

Depuis novembre 2022, une partie du chemin est en sens unique suite à l'affaissement du talus. « On a lancé une étude géotechnique, on sait maintenant ce qu'il faut faire et les travaux sont estimés à 700 000 €, explique Gerald Pacarin, responsable de l'antenne métropolitaine de La Seyne. Sachant qu'il faut entre 8 et 10 mois avant de lancer les travaux, le sens unique devrait rester en vigueur pendant encore au moins un an ». Les habitants des lotissements situés à proximité

souhaitent que d'ici là, le sens unique reste tel qu'il est (plutôt que de l'inverser, comme certains l'ont demandé).

► Élargissement de l'extrémité Est du chemin de Fabre à Gavet

« Tous les propriétaires riverains sont d'accord pour vendre un bout de foncier pour permettre d'élargir le chemin », indique Gerald Pacarin. Le plan d'aménagement sera fait d'ici l'été, il permettra de déterminer au mètre carré près le foncier à acquérir et on pourra faire l'élargissement d'ici deux ans. »

En attendant, le CIL demande la pose d'un miroir au niveau du goulet d'étranglement. « Cela peut être fait rapidement », assure le chef de l'antenne métropolitaine.

► Giratoire sur l'avenue Ivaldi

« Le Département a validé le projet d'aménagement d'un giratoire en forme de haricot au niveau du carrefour situé à la jonction des avenues Ivaldi et Allende, au débouché du chemin de Fabre à Gavet », rappelle Ludovic Pontone, adjoint au maire et conseiller départemental.

Les travaux seront réalisés au troisième trimestre de cette année, pour un coût d'environ 700 000 €.

► Route de Janas

« Des voitures et des camions se garent sur les lieux de passage des piétons. On le signale depuis des mois, mais ça continue », rappelle le président du CIL qui demande la mise en place de panneaux d'interdiction de stationner. S'agissant de la sécurisation de cet axe, l'adjoint au maire Gérard Beccaria indique que « la ville attend le résultat d'un comptage de véhicules et de dis-

cussions avec les riverains pour voir quelles acquisitions foncières sont possibles » pour réaménager cette route.

► Avenue Renoir

« Aux heures de sorties de l'école J.-J. Rousseau, on ne peut passer ni à pied ni à vélo car les voitures sont garées sur le trottoir. On attend depuis des années que quelque chose soit fait », réitère le CIL qui rappelle avoir proposé la mise en place d'un pédibus (dispositif qui permet aux enfants de se rendre à l'école à pied, encadrés par des adultes),

sans succès jusqu'à présent.

► La création de trottoirs

« Nous demandons que de gros efforts soient entrepris pour aménager des trottoirs le long des voies à forte circulation dans nos quartiers périurbains et collinaires », insiste le CIL. En réponse, l'adjoint au maire Jo Minitti indique que, depuis trois ans, « 2,5 km de trottoir ont été réalisés à l'échelle de la ville. Chaque fois qu'un bout de terrain se libère et que des propriétaires sont d'accord pour céder du foncier, on y met un bout de trottoir », assure-t-il.